

L'OPINION PUBLIQUE.

“Veritas Prævalebit.”

VOL. I.

VENDREDI, 23 DECEMBRE, 1892.

No. 2.

AVIS.

Les personnes à qui L'OPINION PUBLIQUE a été envoyée et qui ne l'ont pas retournée sont inscrites sur notre liste d'abonnés. Toute remise d'argent devra se faire par lettre enregistrée ou par mandat postal.

Bureaux de rédaction, 809 } Bâtisse New-York
“ d'administration, 715 } Life, Montréal.

Boîte de poste, No. 2071, Montréal.

ENTRÉ NOUS.

Il vivait, il jouait, riante créature
Que te sert d'avoir pris cet enfant, ô nature ?
N'as-tu pas les oiseaux peints de mille couleurs,
Les astres, les grands bois, le ciel bleu, l'onde amère ?
Que te sert d'avoir pris cet enfant à sa mère
Et de l'avoir caché sous des touffes de fleurs ?

Pour cet enfant de plus, tu n'es pas plus peuplée,
Tu n'es pas plus joyeuse, ô nature étoilée !
Et le cœur de la mère en proie à tant de soins,
Ce cœur où toute joie engendre une torture,
Cet abîme aussi grand que toi-même, ô nature,
Est vide et désolé pour cet enfant de moins !

M. de Boucherville vient de terminer sa carrière politique par une erreur dont ses amis se souviendront. Il y a, dans l'accomplissement du devoir, des obligations et des responsabilités devant lesquelles l'orgueil, les animosités personnelles doivent s'effacer. Si la tâche de relever la province d'une situation presque désespérée, entreprise par M. de Boucherville, était bien le mobile de sa rentrée dans la vie publique, — ce dont je ne puis douter, — il n'avait pas le droit de subordonner cette tâche à l'orgueil de vouloir blesser un ami politique qui a fait tout-puissant le parti dont lui, M. de Boucherville, n'a eu qu'à bénéficier.

Le lieutenant-gouverneur a admirablement fait les choses. Devant l'insistance de M. de Boucherville à s'en aller, pour l'unique raison qu'il n'aime pas M. Champleau, ce dernier a montré sa largeur d'esprit en insistant pour garder M. de Boucherville. Cette fois, c'est l'enfant du peuple qui a été le grand seigneur.

La nouvelle administration fédérale devra sortir de la politique stationnaire dans laquelle s'est tenu le cabinet Abbott, si elle veut garder sa force actuelle. Après avoir dépensé des millions pour parfaire notre système canadien de chemins de fer, — après avoir ouvert à l'émigration du monde les territoires de l'ouest, il faut maintenant améliorer l'agriculture, source du trafic des voies ferrées, et peupler nos terres prêtes à augmenter notre richesse nationale.

L'émigration nous est aussi nécessaire aujourd'hui que la semence l'est à un fermier qui aurait acheté une belle propriété et élevé les constructions requises pour son exploitation. Ouvrir des débouchés nouveaux à nos produits naturels et industriels, augmenter le rendement des terres, exploiter les richesses minières et forestières dont le Canada abonde, établir des colons sur nos vastes terres inexploitées, voilà ce qui est d'urgence, si le gouvernement a à cœur de faire sortir le pays de la crise indiscutable qu'il traverse aujourd'hui.

Il est vraiment malheureux que, dans la réorganisation des départements fédéraux, la province de Québec se trouve absolument exclue de toute participation dans le travail à faire pour amener au Canada une saine classe d'émigrants. Il y a, chez nos compatriotes anglais, une absence complète de connaissance des qualités qui distinguent le colon français et le colon belge et qui en font probablement le plus désirable émigrant que puissent ambitionner nos gouvernants. La science de l'agronomie leur est parfaitement connue ; ce sont des travailleurs pratiques et économes, qui ont presque tous des capitaux et qui s'acclimatent admirablement dans tout pays où ils peuvent trouver l'existence, — sans compter qu'ils sont paisibles, religieux et tolérants.

Les libéraux sont furieux contre M. Laurier, au sujet de l'élection de Soulanges. Et ils ont raison. Ce n'est pas avec une apathie aussi prononcée qu'il peut espérer gagner les batailles. Quand ses amis du comté se jettent dans la lutte, n'épargnent ni leur temps, ni leur travail, ni leurs sacrifices pour le parti libéral, ils ne peuvent manquer d'être froissés du calme que garde leur chef. Ce dernier, qui est libre de son temps, qui se doit à son parti, pourrait, en donnant seulement une semaine à un comté, parler dans dix ou quinze comités de paroisses et forcer la victoire à lui sourire.

Il est impossible de croire, non plus, que M. Laurier ne peut pas trouver quelques amis dévoués qui aillent passer les deux ou trois derniers jours d'une élection dans chaque paroisse des comtés où il y a lutte.

Le parti conservateur doit s'estimer heureux d'avoir, pour chef d'opposition, un homme à qui le rôle de *grand Canadien* suffit. Il ne peut que souhaiter à M. Laurier de continuer à être un chef de parade dans l'opposition.

C'est un comté de la province de Québec, Soulanges, qui a été le premier appelé à se prononcer sur le nouveau cabinet. Le sentiment populaire est avec sir John Thompson : il eût été pénible d'avoir à constater qu'au moment où le Dominion vient de donner, par le parti conservateur, un si bel exemple de tolérance en acceptant unanimement un premier ministre catholique, un comté français et catholique se fût prononcé contre l'homme éminent qui est aujourd'hui à la tête des affaires.